

Intro

Les services publics sont un élément essentiel du modèle social français pour l'égalité des chances des citoyens et l'accès aux services les plus essentiels. Or, ils sont chaque jour un peu plus attaqués par le libéralisme économique et sa crise financière comme par la Droite, au plan local comme au plan national.

3 exemples :

1. L'Education Nationale

L'Association des Maires de France, pourtant présidée par un député UMP, M. PELISSARD vient de crier « Halte au feu ! ». Elle dit « Il faut arrêter l'application de la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite ». Ce ne sont plus seulement les élus de Gauche qui le disent : de nombreux maires de Droite les ont rejoints pour dire « l'école publique est en danger ».

2. L'Hôpital Public

Le combat pour la sauvegarde des Hôpitaux Publics de proximité à Tarbes et à Lourdes comme à Bagnères et Lannemezan, continue ! La mobilisation va payer ! Le funeste projet d'Hôpital unique à LANNE qui eût entraîné, ipso facto la fermeture des Hôpitaux Publics de Tarbes et Lourdes n'a plus le vent en poupe. La mobilisation a permis de casser le soi-disant consensus politique et le revirement spectaculaire de certains élus permet d'espérer. Il nous faut désormais :

- refuser le partenariat public / privé qui ne serait qu'un démantèlement du service public,

- promouvoir une vraie coopération entre l'hôpital 100 % public et la clinique privée pour mettre fin à la concurrence et protéger les missions de service public,

- définir un vrai projet pour l'avenir de l'Hôpital public à Lourdes.

Le projet doit aboutir bientôt, sur ces bases, à la construction d'un hôpital neuf à Tarbes.

3. Dernier exemple local : ce soir, la droite tarbaise va voter la privatisation de l'abattoir de Tarbes. Or, celui-ci gagne de l'argent ! Ca veut dire : privatisation des profits aux détriments des contribuables tarbais ! Et ça veut dire aussi la perte d'un instrument public de régulation de l'agriculture et de l'agroalimentaire, au service des producteurs locaux et des circuits courts par une politique tarifaire maîtrisée.

Ca veut dire aussi menace sur les consommateurs avec un risque de baisse des normes de sécurité alimentaire.

Il faut s'opposer à cette privatisation.